

Unité bidépartementale Eure Orne  
1 avenue du Maréchal Foch  
CS 50021  
27000 Évreux

Rouen, le 28/04/2026

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/03/2026

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **NUFARM**

Grande Allée Zone industrielle secteur C  
Notre Dame de la Garenne  
27600 Gaillon

Références : UBDEO.ERA.2026.163.EG  
Code AIOT : 0005800370

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/03/2026 dans l'établissement NUFARM implanté Grande Allée Zone industrielle secteur C Notre Dame de la Garenne 27600 Gaillon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

En 2018, une action nationale a été menée sur la prise en compte du risque inondation dans certains sites SEVESO. Son objectif était d'apprécier la pertinence des mesures qui sont prises pour éviter la survenue d'un accident technologique majeur en cas d'inondation.

Les OSPIIC 2023-2027 retiennent quelques inflexions et renforcements significatifs par rapport aux orientations précédentes, dont une meilleure prise en compte du changement climatique sur les installations classées. Le changement climatique a en effet pour conséquence une évolution de la fréquence et de l'intensité de certains événements naturels dont les conséquences peuvent influencer sur la sécurité des installations industrielles.

Dans ce cadre, il a été décidé de renouveler l'action régionale « inondation » en 2026 en l'accentuant sur la prise en compte des effets du changement climatique sur les risques industriels. Cette action régionale consiste en la réalisation d'inspections ciblées visant à vérifier :

- l'exposition de ces installations face à une élévation du niveau marin dans le cadre du changement climatique,
- la connaissance de cette exposition au risque par les exploitants et l'étude du risque inondation comme évènement initiateur dans l'étude de dangers,
- les éventuelles mesures de prévention/protection et/ou démarches mises en œuvre (ou en cours d'étude) pour réduire leur vulnérabilité face au changement climatique.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- NUFARM
- Grande Allée Zone industrielle secteur C Notre Dame de la Garenne 27600 Gaillon
- Code AIOT : 0005800370
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société NUFARM pratique dans son établissement de Gaillon :

- la synthèse de 2 substances actives phytopharmaceutiques (à des fins de formulation de produits finis phytopharmaceutiques) ;
- la synthèse d'un catalyseur nécessaire à la synthèse d'une substance active phytopharmaceutique dans un pays étranger ;
- la formulation sous forme liquide (formulation complète ou partielle) et le conditionnement d'herbicides, de fongicides et d'insecticides ainsi que de régulateurs de croissance pour le compte de la société française NUFARM (92) et de filiales étrangères du groupe NUFARM.
- le conditionnement de produits finis phytopharmaceutiques reçus en vrac réceptionnés depuis des pays étrangers.

La société NUFARM réalise également, en sous-traitance, la formulation et le conditionnement de 2 produits finis dont un produit fini phytopharmaceutique pour le compte d'une société indépendante du groupe NUFARM.

Les installations du site NUFARM de Gaillon sont actuellement réglementées par l'arrêté préfectoral n°D1-B1-15-176 du 18 février 2015 modifié autorisant l'exploitation de l'établissement.

**Thèmes de l'inspection :**

- AR - 13
- NATECH

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas

un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Connaissance de l'exposition du site au risque	Arrêté Préfectoral du 18/02/2015, article 7.3.6	Demande d'action corrective	6 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	inondation			

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Etude du risque inondation dans l'étude de dangers	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe III - I.3	Sans objet
3	Prévention des inondations	Arrêté Préfectoral du 18/02/2015, article 7.6.13	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant dispose d'une procédure de gestion du risque inondation définissant les modalités d'alerte et les actions à mener en fonction de différents seuils de cote de crue. La protection du site (et notamment de la zone de stockage des GRV) s'appuie sur un muret de protection interne au site qui doit faire l'objet de travaux pour résoudre les désordres constatés lors de la dernière inspection visuelle de mars 2026.

L'exploitant doit mettre à jour, sous un délai de 6 mois, sa procédure de gestion du risque inondation ainsi que le plan de nivellement de la crue de 1910 en prenant en considération les observations formulées dans le rapport ainsi que le profil de la crue de référence du PPRI Seine euroise approuvé le 28 janvier 2026 (à savoir une cote de +15,3 mNGF au droit du site). Il justifiera notamment si le muret de protection doit être rehaussé pour faire face à cette crue de référence (un plan d'action avec un échancier associé pourra être transmis le cas échéant).

L'analyse de risque des prochaines révisions quinquennales des études de dangers des unités concernées par un aléa de débordement de cours d'eau dans le PPRI de la Seine euroise approuvé le 28 janvier 2026) devra également prendre en compte l'inondation comme événement initiateur et recenser toutes les mesures techniques et/ou organisationnelles mises en œuvre pour se prémunir du risque inondation en vue de l'écarter des potentiels de danger.

Enfin conformément au chapitre 2.1 (relatif aux mesures obligatoires de réduction de la vulnérabilité pour les activités existantes) du règlement du PPRI Seine euroise approuvé le 28 janvier 2026, l'exploitant devra établir un diagnostic de vulnérabilité dans les trois ans à compter de la date d'approbation du PPRI. Ce diagnostic devra porter sur l'ensemble des enjeux exposés au risque.

### 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Connaissance de l'exposition du site au risque inondation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/02/2015, article 7.3.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Autres risques naturels
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations sont protégées contre les conséquences d'une inondation. L'exploitant dispose d'un moyen de surveillance de la hauteur de la Seine à proximité immédiate de son site. Le niveau de la crue centennale de référence (crue de 1910) est repéré sur les installations. En cas de besoin, des consignes spécifiques sont établies pour gérer le risque dû à une inondation (déplacement de certains stockages, arrêt des ateliers, ...) La hauteur des cuvettes de rétention dépasse de 20 cm le niveau de la crue de 1910.
<b>Constats :</b>  L'usine occupe un terrain globalement plat, en bordure de Seine, non accidenté. Au regard de la carte de zonage réglementaire annexée au règlement PPRI de la Seine euroise approuvé le 28 janvier 2026, une partie du site est située en zone rouge et bleue (aléa faible à fort pour l'aléa « débordement de cours d'eau »), le reste du site étant situé en zone jaune exposée à la possibilité de remontée de nappe (aléa inondation par « remontée de nappe »). Le site est également situé entre les cotes 15,2 et 15,3 mNGF en termes de profils de la crue de référence (= hauteur d'eau atteinte par la crue de référence). <b>Sollicité après la visite d'inspection, le Service prévention des risques et aménagement du territoire de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de l'Eure a confirmé à l'inspection que les profils de la crue de référence (du PPRI Seine euroise approuvé le 28 janvier 2026) consultables en ligne sont issues de la modélisation de la crue de 1910 sur le terrain actuel, et doivent donc être pris en compte comme référence pour la crue de 1910 au niveau du site.</b>  L'exploitant déclare n'avoir recensé qu'un seul évènement d'inondation sur son site lors de la crue de 2001, où seule la cave (vide de toute installation/utilités) du bâtiment B05 (servant de local de repos/réfectoire pour les employés du site) a été impactée par 30 cm d'eau. L'exploitant n'a pas connu d'autres inondations sur le site, notamment lors des crues de 2018. L'exploitant déclare que la dernière crue de février 2026 s'est limitée au niveau du chemin du halage (les fluctuations lors des épisodes de crues étant surtout liées à la gestion du barrage de Port-Mort). L'exploitant n'a jamais recensé de RETEX d'inondation sur le site par remontée de nappe (les unités, dont la zone de stockage POR, étant situées sur une dalle de rétention bétonnée/étanche).  L'exploitant a réalisé en 2008 un plan de nivellement de la crue de 1910 et de ses impacts sur le site en prenant en considération la cote de 14,91 m fournie par le Service de la Navigation de la Seine et le muret de protection au niveau de la zone POR. L'inspection observe sur ce plan que la cote du haut du muret de protection côté Seine est à +15,05 mNGF.  L'historique des crues, l'identification des zones impactées par la crue de 1910, les consignes pour le suivi du niveau de la Seine et la mise en œuvre du plan d'action en cas d'atteinte des différents niveaux d'alerte sont présentés dans la procédure interne de gestion du risque inondation réf HSE01-PB07-V1.0 (créée en janvier 2018 et mise à jour en mars 2026 pour y intégrer le passage des

niveaux d'alerte à la baisse et retour à la normal). Le suivi du niveau de la Seine est notamment réalisé depuis le site Vigicrues, via la station de référence de Vernon (l'exploitant relate que seul le niveau N1 de la procédure a été atteint lors des inondations de février 2026).

L'exploitant a défini le délai nécessaire pour chacune des tâches/actions de mise en sécurité du site, qui semble cohérent avec la cinétique (lente) de montée des eaux de la Seine au regard de l'historique des crues (même si la procédure évoque que la cinétique de montée des eaux peut s'avérer rapide en cas de pluie abondante). L'inspection note que les opérations d'évacuation de la zone POR et des produits minéraux du bâtiment M1 n'ont toutefois jamais été testées, bien que l'exploitant avance que ces opérations sont réalisées quotidiennement par les opérateurs dans le cadre du fonctionnement normal du site.

Enfin au vu du zonage du PPRI de la Seine euroise (et de l'enveloppe maximale des inondations potentielles), l'inspection prend note que les routes continueront à être praticables en cas d'inondation et que les services de secours pourront intervenir sans soucis, les deux entrées du site restant largement accessibles en cas de crue.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Demande n°1 :** l'exploitant mettra à jour, sous un délai de 6 mois, sa procédure de gestion du risque inondation ainsi que le plan de nivellement de la crue de 1910 en prenant en considération le profil de la crue de référence du PPRI Seine euroise approuvé le 28 janvier 2026 (à savoir une cote de +15,3 mNGF au droit du site). Il justifiera que la hauteur des cuvettes de rétention dépasse de 20 cm le niveau de la crue de 1910 et si le muret de protection doit être rehaussé pour faire face à une crue de référence telle que profilée dans le PPRI Seine euroise susmentionné (un plan d'action avec un échancier associé pourra être transmis le cas échéant). Il s'assurera également de la tenue/stabilité du muret pour une crue à la cote de 15,3 mNGF. Enfin l'exploitant prendra l'attache de la DDTM/Service de la Police de l'eau pour vérifier si ce muret et éventuellement son rehaussement ne relèvent pas de la rubrique 3.2.2.0 de la nomenclature IOTA ("installation, ouvrages, remblais en lit majeur d'un cours d'eau", le lit majeur du cours d'eau étant, au sens de la présente rubrique, la zone naturellement inondable par la plus forte crue connue ou par la crue centennale si celle-ci est supérieure).

**Demande n°2 :** L'exploitant complétera, sous un délai de 6 mois, sa procédure de gestion du risque inondation :

- les libellés des colonnes du tableau des points bas inondables du site seront clarifiés à des fins de compréhension,
- le tableau des niveaux d'alerte sera complété par la cote de la hauteur d'eau associée au niveau du site (*en plus des cotes pré-déterminées au niveau de la station de Vernon*),
- l'exploitant identifiera au préalable dans la procédure les zones où pourraient être déplacés les produits du bâtiment M01 ainsi que les stockages en cas d'évacuation partielle ou complète de la zone POR.

Cette procédure de gestion du risque inondation sera intégrée au POI du site.

**Demande n°3 :** L'exploitant testera sa procédure de gestion du risque inondation lors d'un exercice de mise en sécurité, en vue de confirmer les délais de réalisation du plan d'action (mesures nécessaires à la gestion de crise en cas d'atteinte des différents niveaux d'alerte) et s'assurer qu'ils ne sont pas sous-dimensionnés.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 2 : Etude du risque inondation dans l'étude de dangers**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe III - I.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Informations minimales devant être contenues dans les études de dangers
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>3. Identification et analyse des risques d'accident et moyens de prévention :</p> <p>a) Description détaillée des scénarios d'accidents majeurs possibles et de leurs probabilités ou conditions d'occurrence comprenant le résumé des événements pouvant jouer un rôle dans le déclenchement de chacun de ces scénarios, que les causes soient d'origine interne ou externe à l'installation ; en particulier, que les causes soient :</p> <p>i) Des causes opérationnelles ;</p> <p>ii) Externes, par exemple par effets domino ou du fait de sites non couverts par la présente directive, zones et aménagements susceptibles d'être à l'origine, ou d'accroître le risque ou les conséquences d'un accident majeur ;</p> <p>ii) Des causes naturelles, par exemple séismes ou inondations ;</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a notamment analysé le risque inondation sur le site lors de la révision quinquennale de l'étude de dangers des zones de stockage en octobre 2020, l'évaluation ayant selon ses dires été réalisée à partir du PPRI de la Seine dans l'Eure prescrit le 10 janvier 2020 (et approuvé depuis par arrêté du 28 janvier 2026). La cote de la crue de référence de 1910 prise en considération dans l'analyse du risque inondation est celle atteinte au niveau des écluses de Port-Mort de +14,62 m NGF. En comparant ce niveau de crue de la Seine aux niveaux topographiques de l'usine (la cote moyenne de l'usine se situant à +13,5 m NGF au nord du site), l'exploitant a identifié qu'une partie de l'usine peut être inondée le long de la clôture nord du site (côté Seine) sur une bande de largeur variant jusqu'à 40 cm, dont des îlots de stockage de GRV au niveau de la zone POR, sans pour autant identifier les scénarios associés ayant une crue comme événement initiateur. L'étude spécifie par ailleurs uniquement l'intégration d'une consigne d'urgence dans le POI (prévoyant l'enlèvement des GRV exposés en cas de crue) afin d'éviter tout risque d'entraînement des stockages.</p> <p>L'exploitant ajoute lors de la visite que l'inondation par débordement de la Seine n'est pas retenue comme un potentiel de danger du fait de la présence d'un muret de protection (faisant l'objet d'un contrôle annuel) en limite Nord du site et le long de la route à l'Ouest. Il précise par ailleurs ne pas identifier d'impact d'une inondation sur une perte d'utilités ou sur les MMR du site.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Demande n°4 :</b> L'analyse de risque des prochaines révisions quinquennales des études de dangers des unités concernées par un aléa de débordement de cours d'eau dans le PPRI de la Seine euroise approuvé le 28 janvier 2026) doit prendre en compte l'inondation comme événement</p>

<p>initiateur et préciser tous les scénarios associés, en se basant sur les profils de la crue de référence du PPRI Seine euroise approuvé le 28 janvier 2026 (à savoir une cote de +15,3 m NGF au droit du site).</p> <p>L'exploitant s'assurera de décrire, dans l'étude de dangers, toutes les mesures techniques (muret de protection, ...) et/ou organisationnelles (procédure interne de gestion du risque inondation, ...) mises en œuvre pour se prémunir du risque inondation et justifier du dimensionnement des installations pour être protégées contre la crue de référence. L'étude de dangers devra conclure si l'inondation doit être retenue ou non comme un potentiel de danger.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 3 : Prévention des inondations

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/02/2015, article 7.6.13</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des inondations</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un muret en périphérie au Nord du site doit empêcher une inondation du site NUFARM par la Seine. Il doit permettre de contenir une crue de référence 1910 de +14,98 mètres NGF. Ce muret fait l'objet d'une inspection périodique afin de garantir son bon état. À cet effet, une procédure de vérification périodique et de maintenance doit être mise en œuvre. Ces contrôles sont consignés dans un registre disponible à tout moment.</p> <p>Si des examens relèvent un suintement, une fissuration ou une corrosion d'aspect anormal, l'exploitant procède à la vidange complète, après avoir pris les précautions nécessaires, afin d'en déceler les causes et y remédier.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Comme déjà spécifié, le Service prévention des risques et aménagement du territoire de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de l'Eure a confirmé à l'inspection que les profils de la crue de référence (du PPRI Seine euroise approuvé le 28 janvier 2026) consultables en ligne sont issues de la modélisation de la crue de 1910 sur le terrain actuel, et doivent donc être pris en compte comme référence pour la crue de 1910 au niveau du site. <b>La prescription de l'arrêté préfectoral du 18/02/2015 modifié devra donc être mise à jour lors d'une prochaine révision avec la cote de +15,3 m NGF au droit du site.</b></p> <p>A la demande de l'inspection, l'exploitant a présenté la fiche de surveillance associée au dernier contrôle annuel du muret réalisé deux semaines avant la présente visite le 17 mars 2026, cet ouvrage faisant parti du plan de modernisation pour maîtriser les risques liés au vieillissement des installations industrielles (l'inspection n'a toutefois pas constaté de fiches de surveillance pour les années 2020, 2022 et 2024 sur le réseau informatique de l'exploitant). Ce contrôle fait état de désordres de 3 types différents :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des dégradations à divers endroits de la couche d'enduit et impacts à priori sans impact sur l'étanchéité de l'installation et l'intégrité de la structure,</li> <li>- de fines fissures traversantes du mur ne remettant pas en cause son intégrité structurelle (Examen à approfondir avec une entreprise spécialisée),</li> <li>- des fissures importantes et apparentes sur des zones présentant déjà des traces de réparation.</li> </ul> <p>En cas de contraintes inondation et ou rétention, ces fissures pourraient remettre en cause l'intégrité et/ou l'étanchéité du muret (où des travaux de réparation doivent être prévus</p>



rapidement).

Des fissures comblées de végétation sont présentes au sol et au pied du muret. Cette végétation ne semble pas remettre en cause l'étanchéité de la zone comme en témoigne la rétention d'eau lors des épisodes pluvieux. Une expertise plus précise est à prévoir afin d'évaluer l'impact de ces fissures sur l'étanchéité de la rétention.

L'exploitant a présenté un devis à l'inspection daté du 27 mars 2026 pour la reprise de mur de rétention comprenant:

- le sciage et dépiquetage des enduits existants (zone creuse et au niveau des fissures),
- la reprise des fissures par bande étanche sur 50 mètres linéaires,
- la reprise d'enduit de chaque côté des fissure et sur plusieurs zones abîmées (sur 35 m<sup>2</sup>).

**Observation :** L'exploitant s'assurera que les agents de terrain qui rédigent la fiche de surveillance après examen annuel visuel et classement des désordres selon les niveaux de gravité possèdent les compétences ad hoc (dont la connaissance des catalogues des désordres). Les fiches de surveillance devront être les plus exhaustives et documentées possibles pour repérer chaque année les évolutions anormales par comparaison avec les fiches de surveillance précédentes.

**Demande n°5:** L'exploitant doit engager les travaux pour la reprise de mur dans les plus brefs délais. Il tiendra informé l'inspection de la réalisation de ces travaux.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Sans objet.

**Type de suites proposées :** Sans suite